

**FRONT NATIONAL
&
FEDERATION DES NATIONALISTES WALLONS**

Communiqué du 19 février 2010

Au nom du Bureau politique du Front National et du Bureau permanent de la Fédération des Nationalistes Wallons, les soussignés, après examen de la situation politique, à propos des sujets suivants :

Catastrophe de Buizingen

- saluent la mémoire des victimes ;
- présentent leurs plus sincères condoléances à leurs proches ;
- demandent que la lumière soit faite au plus tôt sur les causes et les responsabilités de cette catastrophe et qu'une enquête publique soit menée sur le niveau de sécurité ferroviaire en Belgique.

Insécurité à Bruxelles

- constatent que des partis traditionnels autoproclamés ont enfin reconnu la réalité de l'insécurité qui règne dans la capitale, l'urgence de renforcer les effectifs de police, leur organisation et les moyens mis à leur disposition, ainsi que la nécessité d'augmenter les cadres judiciaires et d'accélérer la procédure pénale. Le parquet de Bruxelles a annoncé sa volonté de ne « tolérer aucune zone de non-droit » ;
- rappellent que la sécurité des personnes et des biens constitue une revendication constante et prioritaire du Front National (manifestes, programmes, communiqués, interventions au Parlement du député fédéral Patrick Cocriamont,...), d'autant plus que les budgets fédéraux de 2010 et des années suivantes prévoient de diminuer sensiblement les effectifs de police. De la même manière, la politique actuelle du ministre de la Justice provoque une vive inquiétude en ce qui concerne le recrutement des magistrats, le personnel judiciaire et les moyens mis à la disposition du département de la Justice ;
- notent, dans l'appel des autorités à porter plainte, l'aveu implicite et officiel d'une importante sous-estimation statistique de la criminalité et de la reconnaissance du découragement de la population face à la passivité judiciaire ;
- soulignent, une nouvelle fois, que les représentants des partis traditionnels au pouvoir dans la région bruxelloise, minimise la dégradation de la situation en invoquant leur argument habituel d'un simple « sentiment d'insécurité ». Ces représentants sont renforcés dans leur effort de relativisation par les médias francophones bénéficiaires des subventions publiques ;
- soutiennent les revendications des policiers bruxellois ;

Abaissement de l'âge de la majorité pénale à 16 ans

- constatent qu'à l'occasion du débat sur l'insécurité à Bruxelles, des responsables de partis autoproclamés démocratiques osent, enfin, proposer d'abaisser la majorité pénale ;
- rappellent que cette proposition, qui tient compte de l'évolution de la jeune société et de la criminalité, est défendue depuis plusieurs dizaines d'années par de nombreuses formations politiques nationalistes dans toute l'Europe et par le Front National en Belgique, et encore devant le Parlement de la communauté française à l'occasion d'un débat sur les IPPJ, lors de la précédente législature, par Charles Petitjean qui a, en outre, proposé une solution d'éducation militarisée.

Pour le Bureau politique du Front National,
Patrick Cocriamont, Député fédéral, Président

Pour le Bureau permanent de la Fédération des Nationalistes Wallons,

Charles Petitjean, Sénateur honoraire, Bourgmestre honoraire, Ancien Membre du Parlement wallon, Président
Jeanne Poncin-Szklarwyk, Vice-présidente
Daniel Canivet, Conseiller communal, Vice-président
Charles Pire, Ancien membre du Parlement wallon, Secrétaire général et politique